

Pleins feux sur les AU

février 2005



Abdullah Webster, objecteur de conscience, et sa petite fille

© AI 2004

« La dispense pour objection de conscience est la plus difficile à demander et à obtenir »

Abdullah Webster s'est enrôlé dans l'armée américaine en 1985. Il a combattu lors de la première guerre du Golfe (1990-1991), puis a participé à des opérations de maintien de la paix en Bosnie, en Corée et au Kosovo. Il s'est converti à l'Islam en 1994. Lorsqu'il a appris qu'il avait été affecté en Irak, en 2003, il a sollicité le statut d'objecteur de conscience, estimant que sa religion lui interdisait de prendre part à une guerre offensive. Loin d'être entendu, il a été emprisonné pour ses opinions.

En décembre 2003, le Pentagone a annoncé que 5 500 soldats avaient déserté depuis le début de la guerre en Irak. Pour les militaires qui ne veulent plus servir dans les armées, la désertion est en effet la solution la plus simple. Selon un avocat qui défend un autre objecteur de conscience, Camilo Mejía, « *la dispense pour objection de conscience est la plus difficile à demander et à obtenir* ».

Abdullah Webster a demandé à plusieurs reprises aux autorités militaires, en vain, de lui accorder le statut d'objecteur de conscience ou de l'affecter à des services non combattants. En juin 2004, il a été

condamné à une peine d'emprisonnement de quatorze mois, après avoir été reconnu coupable d'avoir désobéi à ses supérieurs et de ne pas avoir rejoint sa brigade avant le départ de celle-ci pour l'Irak. Il a également été réformé pour mauvaise conduite : sa solde a été suspendue et, malgré ses vingt années de service (il devait prendre sa retraite en 2005), il va perdre ses droits à la retraite et certains avantages liés à sa fonction. Les autorités militaires, lorsqu'elles ont rejeté sa demande de statut d'objecteur de conscience, ont mis en avant le fait qu'il n'était pas opposé à la guerre de manière générale, mais à la guerre en Irak en particulier. Or, en vertu du règlement de l'armée américaine, aucune suite favorable ne doit être donnée aux demandes de statut d'objecteur de conscience lorsque celles-ci sont fondées sur une objection à une guerre particulière.

Camilo Mejía, qui avait également des objections de conscience à la guerre en Irak, a été emprisonné par l'armée américaine deux semaines avant Abdullah Webster, pour les mêmes raisons. Lorsque Sue Webster, l'épouse d'Abdullah, a vu l'Action urgente

diffusée en faveur de Camilo Mejía (cf. AU 190/04, AMR 51/092/2004 du 3 juin 2004), elle a pris contact avec Amnesty International, le 2 septembre 2004. L'équipe de recherche chargée des États-Unis a rapidement étudié le dossier d'Abdullah Webster et celui-ci a été adopté en tant que prisonnier d'opinion. L'équipe Actions urgentes du SI a lancé une AU en sa faveur le 17 septembre 2004 (cf. AU 267/04, AMR 51/137/2004), à un moment où Sue Webster avait l'impression d'être de plus en plus seule dans le combat qu'elle menait pour que son mari soit entendu.

« Amnesty International est venue à notre secours à un moment où beaucoup de portes se fermaient. Son intervention nous a donné beaucoup de courage : elle m'a incité à poursuivre mes efforts, et elle a permis [à mon mari] de se rendre compte qu'il y avait, à l'extérieur, des gens qui comprenaient le dilemme auquel il se trouvait confronté et qui voulaient l'aider. »

Depuis le lancement de l'Action urgente, les membres du Réseau AU ont envoyé des milliers d'appels aux autorités pour les exhorter à libérer Abdullah Webster, et celui-ci a reçu de nombreuses lettres de sympathisants de l'organisation à travers le monde. Voici une de ses réponses, adressée à un groupe britannique d'Amnesty International :

« Je voudrais vous remercier pour tous vos témoignages de soutien. J'ai reçu votre carte à la fin de la journée. Grâce à elle, cette journée, déjà bonne, a été merveilleuse. Pour moi, chaque jour qui s'achève est un jour de moins à passer en détention, un jour qui me rapproche des retrouvailles avec ma famille. Alors, merci encore, merci à tous d'avoir fait de cette journée une journée extraordinaire. »

Sue Webster est convaincue que les appels du Réseau AU ont eu des effets positifs. Lorsque son mari, jusque-là détenu dans la base militaire de Mannheim, en Allemagne, a été transféré aux États-Unis, en octobre 2004, elle a reçu une lettre dans laquelle les autorités militaires l'informaient de ce transfert. Ce courrier lui expliquait également les démarches qu'elle devait effectuer pour lui rendre visite. Jusque-là, elle avait l'impression que les autorités ne voulaient lui donner aucune information quant au sort qui serait réservé à son mari.

« On dirait que maintenant, ils font très, très attention à me tenir au courant, même si c'est un peu tard [...] Espérons que nos appels permettront [à Abdullah] d'obtenir une commutation de peine [...] Apparemment, cette décision de dernière minute [c'est-à-dire son transfert aux États-Unis] fait suite à l'Action urgente, qui a été lancée vers le 17 septembre. Je suppose que cela veut dire que nous commençons à faire bouger les choses. »

Les appels du Réseau AU et les lettres de soutien envoyées à Camilo Mejía ont aussi « *commencé à faire bouger les choses* ». Ainsi, son avocat a signalé que l'année dernière, en une seule journée, Camilo Mejía avait reçu 731 courriers de membres et de sympathisants d'Amnesty International. Il a ajouté que ces lettres lui avaient « *beaucoup remonté le moral* », mais aussi qu'elles avaient « *montré à l'administration pénitentiaire qu'on le soutenait* ». Depuis la prison où il est enfermé, Camilo Mejía a envoyé un message aux membres d'Amnesty International par l'intermédiaire de son avocat pour les remercier de leur soutien.

Envoyé en Irak en avril 2003, Camilo Mejía a commencé à exprimer des objections à la guerre après avoir été témoin de mauvais traitements. Il s'est également mis à douter de la moralité et de la légalité de cette guerre. Il est rentré chez lui à l'occasion d'une permission de quinze jours, en octobre 2003, et n'a pas regagné son poste par la suite. Le 16 mars 2004, il a fait une demande de statut d'objecteur de conscience, indiquant qu'il considérait que la guerre en Irak et l'occupation de ce pays étaient « *illégalles et immorales* ». Alors que les autorités militaires ne s'étaient pas encore prononcées sur sa demande, il a comparu devant une cour martiale et a été condamné à une peine d'un an d'emprisonnement pour « *désertion* ».

À la suite du lancement de l'Action urgente en sa faveur, des milliers d'appels ont été envoyés, notamment, dans certains pays, par des réseaux de jeunes membres d'Amnesty International. Comme cela avait été le cas pour Abdullah Webster, la publication de l'AU a considérablement renforcé l'intérêt des médias et du grand public pour cette affaire, ce qui fait que les autorités américaines ont été soumises à des pressions accrues. Les familles des deux hommes ont été témoins du vaste mouvement international de solidarité déclenché par l'Action urgente. Surtout, les deux prisonniers ont appris que des gens, à l'extérieur, se mobilisaient pour obtenir une libération anticipée.

Camilo Mejía n'a pas pu lire tous les courriers qui lui ont été adressés, et encore moins répondre à tous. Voici toutefois quelques extraits d'une lettre qu'il a adressée à un membre d'Amnesty International en Espagne :

« Je viens de recevoir votre lettre, parmi une montagne d'autres qui viennent d'arriver de votre pays [...] Cela me fait très plaisir de voir que tant de gens me soutiennent [...], même si je ne peux pas lire la plupart des lettres qu'ils ont envoyées. Toutefois, je tiens à dire à au moins quelques-unes de ces personnes que je les remercie du fond du cœur. Merci pour vos témoignages de solidarité et

d'affection ; je vous embrasse très fort, vous et tous les Espagnols attachés à la liberté et à la justice. »

Camilo Mejía a été libéré le 15 février 2005, trois mois avant la fin de la peine d'un an à laquelle il avait été condamné. Lors d'un entretien téléphonique avec Amnesty International, il s'est dit profondément reconnaissant envers tous ceux qui avaient pris sa défense. Il a reçu des milliers de lettres de membres d'Amnesty International quand il était en prison. Son avocat a déclaré : « *Je tiens à*

remercier Amnesty International pour l'action qu'elle a menée en faveur de Camilo. Je pense que cette action a joué un rôle déterminant, qu'elle a protégé Camilo lorsqu'il était en prison et qu'elle a permis d'obtenir qu'il soit libéré dès que cela était possible, et non au terme de sa peine. »

La libération anticipée de Camilo Mejía a redonné de l'espoir à Abdullah Webster et à ses proches. Elle est la preuve tangible que l'action du Réseau AU peut faire changer les choses.